

Les crédits

M. Gray (Windsor-Ouest): Non, le gouvernement et le premier ministre ne l'ont pas comblé. Ils ont plutôt fermé les laboratoires de recherche.

[Français]

Après avoir claironné l'importance de la recherche et du développement, après avoir tenu de beaux discours électoralistes sur la recherche et le développement, le gouvernement s'est empressé, au lendemain de son assermentation, de déclarer la guerre au Conseil national de recherches. En novembre 1984, le gouvernement conservateur a amputé de 60 millions de dollars le budget du Centre national de recherches. Parmi les sections et les projets qui ont été supprimés, mentionnons la section de l'énergie, le secrétariat à l'environnement, l'Institut des techniques de fabrication, l'Institut d'électrochimie, l'Institut de recherches sur les régions froides. En outre, il a mis à pied 80 scientifiques et préposés. Mais, madame la Présidente, ce n'était qu'un hors-d'oeuvre.

[Traduction]

En 1986, il a encore réduit de 29 millions le budget du Conseil national de recherches, ce qui a entraîné la fermeture des programmes de génie électromagnétique et mécanique, de toxicologie environnementale, de construction aéronautique et de physique, l'élimination de 200 emplois au CNRC et la fermeture de la section de photochimie et de cinétique. C'est dans cette dernière section du Conseil national de recherches que le prix Nobel canadien, John Polanyi, a commencé sa carrière de chercheur.

Il n'est pas étonnant que lorsqu'on lui a demandé quel conseil il donnerait aux jeunes scientifiques du Canada, après avoir appris la fermeture de cette section, M. Polanyi a répondu: «À leur place, je pense que j'irais aux États-Unis.»

Quand M. Polanyi a dit ceci, mon prédécesseur, le député de Vancouver Quadra, a demandé au premier ministre s'il pouvait imaginer une condamnation plus accablante de la politique de son gouvernement que ce conseil donné par l'un des scientifiques les plus éminents de notre pays aux jeunes du Canada qui s'intéressent à la recherche scientifique. Voilà ce que le député de Vancouver Quadra a demandé à ce moment-là et le premier ministre ne lui a pas répondu.

Au contraire, dans son dernier budget, son gouvernement a continué de réduire les fonds consacrés à la recherche et au développement en pratiquant une coupe de 39 millions dans ses programmes de recherche et de technologie.

La situation devient encore plus critique maintenant parce qu'au moment où le gouvernement canadien licencie des scientifiques et réduit les budgets de la recherche et du développement, le gouvernement des États-Unis fait exactement le contraire. Le président Bush des États-Unis vient d'annoncer une augmentation de 14,4 p 100 du budget de la National Science Foundation, l'équivalent américain de notre Conseil national de recherches.

[Français]

Entre-temps, madame la Présidente, le président du Conseil national de recherches, pour cause des contraintes budgétaires, a annoncé que le CNR serait obligé de réduire la recherche sur la physique des hautes énergies: éliminer la station de recherches sur les Prairies, en Saskatchewan; supprimer le Centre de recherches sur les avalanches en Colombie-Britannique; donner en location l'Observatoire radioastronomique Algonquin; fermer éventuellement le tunnel aérodynamique à la base d'Uplands; déménager éventuellement l'Institut Herzberg d'astrophysique.

[Traduction]

Madame la Présidente, à mon avis, on ne peut prétendre que ces mesures sont celles d'un gouvernement désireux d'intensifier encore plus qu'il ne l'avait prévu nos activités de recherche-développement. Loin de là!

Et qu'en est-il du besoin de former plus de jeunes Canadiens pour relever le défi de la recherche scientifique? Depuis 1984, le gouvernement d'en face a délibérément choisi de réduire le financement de l'éducation au Canada. D'ailleurs, dans son dernier budget, il a encore amputé de 2,1 milliards de dollars les paiements de transfert des provinces au titre de l'enseignement postsecondaire.

Est-ce ainsi qu'on réussira à doter nos laboratoires de jeunes scientifiques brillants pour faire la recherche innovatrice dont le Canada a besoin pour être concurrentiel? Assurément pas. Il y a déjà pénurie de travailleurs spécialisés et, pour ce qui est du financement de l'enseignement, le gouvernement adopte une attitude à courte vue, c'est le moins qu'on puisse dire. Non seulement il adopte une attitude à courte vue, mais il risque de compromettre l'avenir de notre pays.

En effet, dans un secteur très dynamique de la recherche-développement, celui de la technologie de pointe, le Canada accuse un retard. Selon un expert-conseil en ce domaine, le gouvernement fédéral ne connaît rien à la technologie de pointe et il sait encore moins élaborer des politiques pour l'encourager. Selon M. Roy